

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 9 décembre 2024

Faits saillants

- **Baisse de -50 pdb des taux directeurs de la Banque Nationale Suisse**
- **Karin Keller-Sutter élue à la Présidence de la Confédération pour 2025**
- **Les négociations UE-Suisse dans leur phase finale**

Macroéconomie

Politique monétaire : Face au net ralentissement de l'inflation ces derniers mois, la Banque Nationale Suisse (BNS) a décidé à l'occasion de sa réunion trimestrielle de politique monétaire de réduire de 50 points de base ses taux directeurs, à 0,5%. Cette baisse, la plus forte depuis 10 ans, a surpris ; la plupart des économistes s'attendant à une réduction de 25 pdb. La BNS a justifié cette décision par le nouveau repli de l'inflation le mois dernier (0,7 %), dans un contexte d'appréciation du franc et de perspectives économiques incertaines à l'étranger, en particulier en zone euro. La prévision d'inflation de la BNS a été significativement revue à la baisse, à 0,3 % en 2025 (0,6 % prévu en septembre dernier), tout en étant très légèrement révisée à la hausse pour 2026, à 0,8 % (0,7 % prévu précédemment) sous l'hypothèse d'un maintien du taux directeur à 0,5 % à l'horizon de la prévision. L'inflation se situerait ainsi dans la fourchette compatible à la stabilité des prix à moyen terme, entre 0 et 2 %. En dépit de l'importance de cette réduction des taux, la plupart des analystes s'attendent à une voire plusieurs nouvelles baisses de taux en 2025 ; la prochaine réunion de politique monétaire étant prévue pour fin mars. A cet égard, les taux directeurs pourraient être compris entre 0,25 % et 0 % dès le 1^{er} semestre, avec une perspective de retour de taux directeurs négatifs fin 2025. Dans sa conférence de presse suivant sa décision, la BNS a indiqué qu'elle continuera d'observer attentivement la situation et qu'elle adaptera si nécessaire sa politique monétaire, en privilégiant la baisse des taux à une intervention sur le marché des changes. Concernant la croissance, la BNS table sur environ 1% cette année et entre 1% et 1,5% en 2025. Dans le sillage de cette décision, le franc suisse, qui ne cessait de se renforcer jusqu'à atteindre des niveaux records, s'est affaibli, cédant près de 0,7 % face à l'euro jusqu'à 1 EUR = 0,9339 CHF quelques minutes après la communication de la décision de politique monétaire.

Elections au Conseil fédéral : Karin Keller-Sutter, Conseillère fédérale en charge des finances, a été élue Présidente de la Confédération pour 2025. Membre du Parti libéral-radical (droite), elle succédera à la Conseillère fédérale Viola Amherd (Défense) dans la rotation annuelle de la présidence, qui reste avant tout un rôle de représentation au sein du système exécutif collégial. Saluée dans sa gestion de la crise de Crédit Suisse, Karin Keller-Sutter va devoir relever plusieurs défis majeurs, dont la situation budgétaire complexe, du fait du mécanisme du frein à l'endettement, avec les débats attendus sur le financement de l'armée et de l'AVS, ainsi que la gestion des relations avec l'Union européenne. Elle devrait prononcer le discours d'ouverture du Forum économique mondial de Davos (20 - 24 janvier) où les sept membres du Conseil fédéral sont attendus.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 12/12	Var. vs 05/12
EUR/CHF	0,9321	+ 0,0 %
USD/CHF	0,8870	+ 0,2 %
SMI	11 716	- 0,6 %
Taux 10a	0,284 %	+ 6 pb

Négociations UE-Suisse : Les négociations entre la Suisse et l'Union européenne sont entrées dans la toute dernière ligne droite avant un éventuel accord qui pourrait aboutir d'ici à la fin de l'année ou au plus tard, début janvier. Les dernières sessions de négociations ont porté sur la clause de sauvegarde sur la migration et la contribution de la Suisse aux fonds de cohésion européens. Si plusieurs faïtières, dont Economiesuisse, entendent s'investir activement dans la campagne de soutien au projet, celui-ci devra surmonter des oppositions significatives, dont celles de l'UDC ou de l'Initiative Boussole (Kompass Europa), et faire acte de pédagogie à l'égard de la population et ce, alors que les rares initiatives pro-européennes, dont celle d'Opération Libero, peinent à s'imposer, affaiblies par des controverses internes, le faible soutien des partis et les exigences toujours fortes des syndicats en matière de protection salariale. La suite dépendra des débats parlementaires et d'un éventuel (mais probable) vote populaire.

Impôt sur les grosses successions : Le Conseil fédéral a indiqué vouloir rejeter l'initiative populaire de la Jeunesse socialiste intitulée « Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement », qui vise à instaurer un impôt fédéral de 50 % sur les successions et donations supérieures à 50 M CHF. Le Conseil fédéral a souligné les risques de pertes fiscales substantielles pour la Confédération, les cantons et les communes, en raison de la possible fuite des contribuables fortunés – à cet égard, le rapport 2024 du cabinet Henley & Partners prévoit cette année l'arrivée de quelque 1 500 nouveaux millionnaires en Suisse du fait entre autres de son attractivité fiscale et de sa gouvernance stable. Alors que, selon les initiants, cet impôt rapporterait théoriquement environ 6 Mds CHF par an, le Conseil fédéral met en avant une étude, réalisée sur mandat de l'Administration fédérale des contributions (AFC), annonçant une modification subséquente du comportement des contribuables qui engendrerait une disparition de l'assiette fiscale et *in fine* un impôt ne rapportant plus qu'environ 100 à 650 M CHF. Le Conseil fédéral a en outre relevé que l'initiative pourrait compromettre l'autonomie fiscale des cantons et créer des incitations inefficaces en matière de protection du climat, tout en contredisant le principe du pollueur-payeur. Enfin, le Conseil a affirmé que la Suisse disposait déjà de mécanismes solides pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, rendant l'initiative potentiellement contre-productive.

Secteur financier

Finance durable : La 5^{ème} édition du sommet annuel « Building Bridges », porté par la place financière de Genève autour de la finance durable, s'est tenue du 9 au 12 décembre. Espace d'échanges entre la sphère financière, les entreprises, les banques de développement, les organisations internationales et les ONG, l'événement a réuni plus de 2000 participants autour de 70 ateliers.

Alors que la session d'ouverture de l'année dernière avait accueilli plusieurs personnalités politiques et de premier plan, telles que le Président de la Confédération ou le Directeur général d'UBS, l'édition de cette année a évolué vers un format plus technique et davantage ciblé, avec des intervenants comme Ronald Cohen, pionnier de la comptabilité d'impact destinée à mieux mesurer les retombées financières et sociales des investissements et ainsi aider les investisseurs à mieux prendre en compte les critères ESG. Building Bridges a ainsi été l'occasion cette année de lancer une initiative publique-privée pour développer les investissements d'impact assurant des solutions concrètes et mesurables aux grands problèmes environnementaux ou sociaux, tout en générant de la performance financière. Il s'agit plus précisément d'une plateforme (SPII) dont l'objectif est de favoriser la collaboration entre les différentes parties prenantes, à savoir l'industrie financière, les entrepreneurs et les autorités afin d'accroître les flux de capitaux et les orienter vers les solutions d'impact. La finance d'impact ne représenterait aujourd'hui au niveau mondial que 1% seulement du total des actifs financiers.

Secteurs non financiers

Spatial : Starlab Space, fruit du partenariat entre Airbus, Voyager Space, Mitsubishi Corporation et MDA Space, a annoncé son intention d'implanter son siège européen au sein du parc d'innovation de Dübendorf, près de Zurich, ce qui ferait de la Suisse un centre européen stratégique pour l'aérospatiale commerciale. Starlab Space développe une station spatiale qui permettrait de poursuivre les recherches actuellement menées dans la Station spatiale internationale (ISS), dont la mission prendra fin en 2030, tout en ouvrant l'orbite terrestre basse aux entreprises privées. Le choix de Dübendorf se justifie par l'accès aux infrastructures du parc d'innovation, la présence d'un aéroport pour les vols de recherche, et la proximité de plusieurs partenaires académiques de premier plan, tels que l'Université de Zurich et l'École polytechnique fédérale de Zurich. Ce projet bénéficie d'un écosystème spatial suisse dynamique, comprenant plus d'une centaine d'entreprises. Bien que Beyond Gravity, l'entreprise aérospatiale publique suisse, dont la privatisation a été rejetée par le Conseil National (chambre basse) et sera discutée par le Conseil des Etats (chambre haute) le

19 décembre prochain, ne soit pas encore impliquée dans cette initiative, des opportunités de collaborations futures avec Starlab pourraient être envisagées.

Innovation: Une [étude](#) menée par le Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) met en évidence les effets directs de l'encouragement des projets d'innovation : les entreprises soutenues par Innosuisse, l'Agence suisse pour l'encouragement de l'Innovation, connaissent une hausse moyenne de 21 % de leur chiffre d'affaires et de 18 % de leur emploi sur cinq ans, comparées à des entreprises similaires non encouragées. Innosuisse ne prend en charge que les coûts du projet encourus par le partenaire de recherche. Grâce à son soutien, Innosuisse accélère le transfert de savoir et de technologie entre les hautes écoles et les entreprises. Les petites et moyennes entreprises bénéficieraient particulièrement de cet impact positif.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay